

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 135 (1990)
Heft: 4

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344991>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

L'Empire n'est pas encore éclaté, mais, à ses marches d'Asie centrale et d'Europe orientale, le pouvoir impérial a de plus en plus de mal à se faire reconnaître et obéir, et à contenir, à l'intérieur même de l'URSS, des conflits qui sont à la fois ethniques, religieux et politiques, mais dont la composante nationale et, partant, antirusse gagne en importance.

En janvier, ce qu'il faut bien appeler une guerre civile a atteint dans le Caucase, en Azerbaïdjan et entre Azéris et Arméniens, une dimension telle que le Gouvernement soviétique a réagi sans ménagements, à Bakou notamment, et s'est vu obligé non seulement d'expédier sur place des renforts de l'armée et du KGB – l'histoire se répétera en février au Tadjikistan limitrophe de l'Afghanistan et de la Chine – mais encore de mobiliser des réservistes. La *glasnost* étant ce qu'elle est, le volume et les effets de cette escalade militaire sont difficilement perceptibles. Manifestement, Moscou ne peut pas compter «normaliser» promptement des situations dont M. Gorbatchev a rappelé avec raison qu'elles avaient des racines séculaires. En revanche, il peut constater avec soulagement que les Etats voisins, qui ont de plus pressants soucis, n'ont pas cherché à s'immiscer dans ce que l'URSS considère toujours comme ses affaires internes.

L'engagement de l'armée rouge dans les Républiques insurgées atteste la volonté de ne rien lâcher du domaine acquis et de préserver «les frontières sacrées de l'Union soviétique». En irait-il autrement, s'agissant des Républiques annexées à l'Ouest? Le cas de la Lituanie est exemplaire: victime, comme les deux autres pays baltes, de la félonie de Staline, elle était doublement fondée à proclamer le 11 mars son retour à l'indépendance, puisque la Constitution soviétique elle-même reconnaît le droit à la sécession. Il n'empêche que, fin mars, le souriant M. Gorbatchev montrait à Vilnius ses dents de fer.

*
* *

Les Etats satellites d'hier, où le pouvoir du parti communiste s'est complètement déglingué, sont traités différemment. La Hongrie et la Tchécoslovaquie ont négocié avec Moscou le retrait des troupes soviétiques, qui devraient avoir évacué les territoires de ces deux pays au milieu de l'an prochain. Un délai dont la longueur ne s'explique que par l'énormité des installations et des réserves de soutien que l'armée rouge y avait placées. En Pologne, Lech Walesa, qui avait demandé en janvier le départ des forces russes, s'est fait remoucher par

le gouvernement. La fidélité au Pacte de Varsovie, que la Pologne officielle partage d'ailleurs avec les autres membres de cette organisation, n'explique pas seule cette attitude. Le souci de sécurité face à une Allemagne en espérance de réunification y est sans doute pour beaucoup. Et puis, pour la stratégie soviétique, la base et les communications polonaises sont de première importance.

Une importance égale, sinon supérieure à celle de l'Allemagne de l'Est. Celle-ci a voté indirectement pour sa réunion rapide avec la République fédérale. Rapide ou lente, tous les intéressés y paraissent maintenant résignés, sinon acquis. Mais les questions stratégiques et militaires qu'elle soulève sont encore entières. D'abord, que reste-t-il des «droits et responsabilités» des quatre vainqueurs de 1945 sur Berlin et l'Allemagne, «y compris la réunification et un traité de paix»? Il en sera débattu à six, avec les deux Allemagnes. Sous la pression de leurs parrains respectifs, celles-ci s'accorderont pour renoncer à toute contestation de la frontière polonaise actuelle. Parce que, si l'on remettait en cause la souveraineté de Varsovie sur la Silésie, sans parler de celle de l'URSS sur la Prusse-Orientale, il faudrait, en bonne logique, contester celle de Moscou sur les territoires arrachés à la Pologne par Staline à la faveur de sa complicité momentanée avec Hitler.

Cela étant, quel statut militaire donner à une Allemagne réunifiée? Le 19 mars, le Comité politique consulta-

tif du Pacte de Varsovie s'est penché et divisé sur cette question. Les uns, Soviétiques et Allemands communistes de l'Est, reprenaient à leur compte la vieille idée de Staline: une Allemagne neutralisée militairement et politiquement; d'autres, comme les Polonais, optaient pour un rassurant encadrement de l'Allemagne dans l'Alliance atlantique, avec, selon le vœu hongrois, un éventuel statut à la française. Dans le camp occidental, on se demande déjà s'il conviendra d'intégrer ou de dissoudre une armée «populaire» minée par les désertions.

Mais, pour l'heure, le Pacte de Varsovie n'est pas rompu, et l'armée soviétique est toujours présente en RDA, avec 400 000 hommes et des moyens matériels qu'elle ne laisse pas vieillir. Cette présence, et ce qu'il en adviendra, conditionnent évidemment toute l'évolution de la question allemande. C'est peut-être cela, autant que le souci d'économie, qui a incité le président Bush à proposer, dans son message du 31 janvier sur l'état de l'Union, une réduction à 195 000, au lieu des 275 000 sur lesquels on négociait à Vienne, des effectifs respectifs de l'URSS et des Etats-Unis en RDA d'une part, dans la zone Centre-Europe de l'OTAN d'autre part. Moscou a donné son accord de principe. Quant aux membres européens de l'OTAN, tels que la Belgique et les Pays-Bas, si prompts à anticiper, par leurs propres projets, sur les résultats attendus des négociations sur la réduction des forces classiques, ils

sont à la fois satisfaits de trouver une caution américaine, et pourtant très soucieux d'avoir de Washington, d'Ottawa et de Londres, l'assurance d'être encore défendus... On notera cependant que, dans les deux camps, l'accélération des réductions numériques en cours ou programmées continue d'aller de pair avec la recherche systématique du renforcement qualitatif. Sur terre, sur mer, dans les airs et au-dessus.

*
* *

Selon le président de la Commission des forces armées de la Chambre américaine des représentants, la capacité de l'URSS à «projeter la puissance» hors de l'Europe de l'Est n'a que légèrement décru. Washington paraît cependant considérer que les probabilités d'une telle «projection» ont fortement diminué, ce qui lui permet d'envisager certains désengagements, notamment en Extrême-Orient: retrait d'un dixième des effectifs stationnés en Corée du Sud, réductions analogues des garnisons aux Philippines et à Okinawa. Des intentions qui inquiètent en particulier les Japonais, bien placés pour apprécier la constance avec laquelle l'Union soviétique entretient ses bases sibériennes et s'accroche aux îles enlevées en 1945 aux Nippons. Sans doute y a-t-il des indices rassurants: la Mongolie extérieure évacue progressivement les troupes soviétiques avec le

stalinisme; au Vietnam, les Russes dégarnissent modestement leur base aérienne de Cam Ranh. Mais c'est encore peu. Et puis, Tokyo ne voit pas encore clairement s'il doit considérer la relance par la Chine de son programme de renforcement des armées comme une nouvelle menace ou un facteur de sécurité...

D'autre part, si, au Cambodge, où l'impasse politique reste totale, l'activité militaire s'est réduite, encore que la capture de blessés vietnamiens par la Résistance confirme la relativité du retrait des forces de Hanoï, et si, en Afghanistan, où Najibullah a échappé, début mars, à un coup d'Etat révélateur de la division du régime, la guerre se poursuit monotone entre des résistants en rivalité eux aussi et une armée gouvernementale qui peut toujours compter sur le soutien matériel et humain constant, sinon croissant, de l'URSS, il se passe au Cachemire, c'est-à-dire en définitive entre l'Inde et le Pakistan, des incidents sur la gravité desquels on a déjà eu l'occasion d'attirer l'attention des lecteurs de cette revue.

A la surface, on voit surtout l'agitation de Cachemiriens musulmans nostalgiques d'un pouvoir islamique soustrait à l'autorité de la Nouvelle Delhi. Mais au fond il y a la persistance, entre l'Inde et le Pakistan, d'un conflit de souveraineté que l'ONU, il y a des lunes, s'était fait fort de résoudre, ce qu'elle n'a évidemment pas fait. Et les promesses d'accord bilatéral étant également restées lettre morte, on en

était, en mars, au point que Pakistanaï et Indiens renforçaient parallèlement leurs dispositifs militaires. Et si l'apaisement devait prévaloir, au moins pour un temps, on le devrait moins à une magnanimité réciproque qu'au fait que les gouvernements d'Islamabad et de la Nouvelle Delhi sont trop empêtrés dans leurs difficultés internes et dans leurs hypothèques extérieures – Aghanistan pour l'un, et sortie du Sri Lanka pour l'autre – pour se permettre d'entrer dans un affrontement majeur.

*
* *

On peut passer pour une fois sur l'immobile face-à-face irano-irakien, et retomber directement dans le lugubre cafouillage libanais. Depuis la fin de janvier, l'armée du général Aoun et les Forces libanaises de Samir Geagea également chrétiennes, s'entretuent dans le plus sanglant, le plus fratricide et le plus absurde des conflits. On a beau savoir que l'affrontement entre familles rivales et clans voisins sont dans la tradition libanaise. Il n'en reste pas moins que, divisés sur l'opportunité d'accepter provisoirement la cote mal taillée l'automne dernier par les « médiateurs » arabes de Taef, laquelle avait pour conséquence principale de perpétuer l'occupation syrienne au Liban, les deux factions chrétiennes se sont tragiquement trompées d'ennemi. De quoi réjouir le dictateur de Damas qui n'en espérait pas tant au

moment où il doit s'interroger sur la permanence de l'engagement de l'URSS en sa faveur. On doit donc souhaiter que les chrétiens du Liban refassent promptement leur unité politique et militaire. Force est de constater que, à la fin de mars, ils n'en avaient pas encore pris le chemin.

*
* *

En Afrique orientale, les bras de fer entre armées gouvernementales et armées « de libération » se sont poursuivis, sans résultats décisifs, au Soudan comme en Somalie et en Ethiopie. Dans ce dernier pays, les combats ont été particulièrement meurtriers dans la province du Wollo, où une contre-offensive des troupes fidèles à Mengistu semble avoir permis à celui-ci de donner un peu d'air à sa capitale. En revanche, sur la mer Rouge, le port érythréen de Massaoua serait toujours l'enjeu d'une bataille confuse, après les attaques lancées au début de février par les rebelles. A la frontière entre le Soudan et le Tchad, on a vu se réactiver un noyau de Libyens repliés au Darfour. Mais si le colonel Kadhafi fait retour sur le devant de la scène, c'est moins en raison de cet incident que parce que la polémique s'est réveillée à propos de l'usine de Rabta, accusée d'exporter par Washington et par Bonn de produire du gaz moutarde en guise de médicament et, surtout, parce que le nouveau président tchécoslovaque Havel a

confirmé que ses prédécesseurs communistes avaient livré à Tripoli d'énormes quantités du plus efficace des explosifs dont use le terrorisme international.

Dans le sud-ouest du continent noir, alors que la Namibie s'installe dans sa jeune souveraineté et entreprend l'amalgame des anciens guérilleros de la SWAPO et des forces territoriales qui les avaient combattus, la guerre rouverte fin décembre en Angola a atteint soudain une intensité extrême, notamment dans le sud-est du pays. Avec blindés, artillerie et aviation, quelque 10 000 gouvernementaux ont mené une vigoureuse offensive contre une UNITA légèrement inférieure en nombre. Au début de février, Luanda annonçait la prise de Mavinga, l'une des places fortes de l'UNITA. Une perte que Jonas Savimbi contestait encore au début de mars. Quoi qu'il en soit, rien n'est encore joué dans ce conflit à rebondissements, alors même que les Cubains ont repris leur retraite interrompue fin janvier à la suite d'un accrochage avec des rebelles au nord du 13^e parallèle.

*
* * *

Voilà qui nous amène à l'Amérique centrale. Fidel Castro a annoncé le 7 mars la fin de la collaboration militaire avec le Nicaragua. Le Barbu n'allait évidemment pas s'obstiner après la défaite électorale subie le 25 février, à la grande stupéfaction des drogués du sondage, par son frère en marxisme, le président Ortega. Non sans hésitation, car celui-ci, ayant jusqu'au 25 avril pour assurer ses arrières et pour mettre des bâtons dans les roues du fauteuil de M^{me} Chamorro, prétendait garder sous sa coupe l'armée que, avec quelque raison, il considère comme sienne. Les 10 000 contras basés au Honduras ont décidé de déposer les armes, au grand soulagement de la nouvelle présidente qui aura déjà assez à faire à soumettre les légions sandinistes à son autorité.

Quant à affirmer que la déconfiture des communistes au Nicaragua et l'isolement du *lider máximo*, en froid polaire avec Gorbatchev, marque la fin des troubles qui ont ensanglanté et appauvri l'Amérique centrale et la zone caraïbe, ce n'est pas encore aujourd'hui que l'on s'y risquera.

J.-J. C.